



Menaces sur les financements éducation : les 17 ODD en danger



La France annonce une coupe de **2 milliards d'euros** dans les **budgets de solidarité internationale**. Cette coupe impacterait dramatiquement des millions de personnes y compris des enfants et des jeunes.

Dans ce contexte plus que préoccupant, les financements alloués à l'éducation sont fortement menacés. Des **ressources suffisantes, flexibles, multi-annuelles et adaptées aux besoins prioritaires** sont indispensables pour atteindre l'Objectif 4 de développement durable « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Ce financement est la condition de réalisation de l'ensemble des ODD, d'ici à 6 ans.

La Coalition Education et UNICEF France demandent à la France de poursuivre et d'augmenter ses investissements dans l'éducation en matière de solidarité internationale

La France doit tenir ses engagements politiques et allouer 10% des financements bilatéraux de solidarité internationale (hors montants contestés) à l'éducation, dont la moitié allouée à l'éducation de base en concentrant les financements sur les pays les moins avancés et l'Afrique subsaharienne.



Pourquoi le financement de l'éducation est-il vital ?

- **L'éducation est avant tout un droit humain, un bien public mondial, et le socle de tout développement** pour la paix et la démocratie, l'insertion socio-économique, l'atténuation des effets du changement climatique, le développement économique et social, la résilience, l'égalité de genre, la nutrition, la santé et la protection sociale ou encore le développement de la citoyenneté. La scolarisation de tous les enfants permettrait d'**augmenter le PIB mondial futur de plus de 6 500 milliards de dollars par an**, tout en éliminant les coûts sociaux liés à l'échec de la réalisation de l'ODD 4 (Unesco, 2024).
- **L'éducation sauve des vies** : L'éducation crée des espaces sûrs, tant physiquement qu'émotionnellement, protégeant les enfants de risques tels que le mariage forcé, le travail des enfants et le recrutement armé. Les lieux d'apprentissage garantissent l'accès aux services essentiels comme la protection de l'enfance, l'eau, l'hygiène et la santé.
- Réduire davantage les financements alloués à l'éducation aurait des conséquences dramatiques sur les populations : **250 millions d'enfants et de jeunes à travers le monde sont encore déscolarisés** et 70 % des enfants de 10 ans dans les pays à faibles et moyens revenus ne sont pas en capacité de comprendre un texte simple à l'écrit avant l'âge de 10 ans (The state of global learning, 2022). Le coût mondial de la déscolarisation et des lacunes éducatives est évalué à **10 000 milliards de dollars par an d'ici à 2030**, soit plus que les PIB annuels de la France et du Japon réunis. (Unesco, 2024).
- L'Union Africaine a fait de 2024 l'année de l'éducation afin de répondre à deux défis majeurs : le déficit de financement et la pénurie d'enseignant.e.s. D'après l'Unesco, **77 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires chaque année pour que les pays africains atteignent leurs objectifs nationaux en matière d'éducation** et fournissent une éducation de qualité pour tou.te.s. Malgré ce besoin de financements, **les financements internationaux de l'éducation en Afrique subsaharienne ont chuté de 23 % au cours de la dernière année enregistrée.**
- **224 millions d'enfants** en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire vivant dans des situations de conflit et de crise, ont besoin d'un soutien éducatif (ECW, 2023). Malgré les besoins croissants, **le financement humanitaire global** pour l'éducation a baissé pour la première fois depuis plus de dix ans, passant de 1,2 milliard de dollars en 2022 à 1,17 milliard de dollars en 2023 (soit -3%) (ECW annual report 2023).

La France doit tenir ses engagements :

- **En 2022, l'éducation de base ne représente déjà que 2,2% du budget bilatéral global de solidarité internationale et à peine 3,5 % de l'aide humanitaire de la France alors qu'il s'agit d'une priorité politique clairement affichée** (Loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, CICID et Conseil présidentiel du Développement 2023, stratégie humanitaire 2023-2027, etc.).
- La France a publié en septembre 2024 sa **Stratégie internationale en matière d'éducation de base 2024-2028**, qui marque une ambition forte de prioriser l'enseignement de base dans le cadre de sa politique de solidarité internationale.
- **Si la volonté politique est essentielle, elle ne pourra être suffisante pour assurer l'opérationnalisation de ce programme ambitieux.**

Consulter l'analyse détaillée des financements de la France alloués à l'éducation en matière de solidarité internationale.

